

# L'avortement va peser sur l'élection présidentielle

**États-Unis** Alabama et Géorgie votent des lois très répressives. Pour forcer la Cour suprême à condamner l'IVG.

Éclairage Philippe Paquet

Le sujet est comme un monstre du Loch Ness qui réapparaît à chaque scrutin présidentiel, mais, en 2020, l'avortement pourrait faire un retour en force dans la campagne électorale américaine. Plusieurs États conservateurs ont adopté des lois extraordinairement restrictives et d'autres sont en passe de le faire, dans le seul but de porter le débat devant la Cour suprême et d'en faire une question nationale.

Le 7 mai, le gouverneur républicain de Géorgie, Brian Kemp, a apposé sa signature sur un texte qui interdit tout avortement dès que les battements de cœur du fœtus peuvent être détectés. Cela équivaut à empêcher une interruption volontaire de grossesse dès la sixième semaine, stade auquel les femmes ne savent généralement pas qu'elles sont enceintes. La mesure vise donc, selon les défenseurs du droit à l'avortement, à abolir celui-ci, purement et simplement.

Mardi, le Sénat de l'Alabama a été encore plus loin en votant un projet de loi comparable à celui du voisin géorgien, mais en excluant les exceptions qui s'y trouvent pour interdire l'avortement même en cas de viol ou d'inceste – seule l'urgence vitale pour la mère peut encore justifier une IVG. Aux élus démocrates qui s'indignaient du sort ainsi fait aux femmes obligées de garder l'enfant né d'une agression, le sénateur républicain Clyde Chambliss s'est borné à répondre que la loi n'empêchait pas les victimes de prendre une "pilule du lendemain".

## Des médecins bientôt en prison ?

La loi de l'Alabama est extrême: les médecins qui pratiqueront des avortements interdits seront passibles de 10 à 99 ans de prison. Sans aller jusque-là, une quinzaine d'États, du Tennessee à l'Ohio ou au Missouri, veulent se doter d'une législation plus répressive. Près d'une trentaine ont déjà pris des mesures pour limiter l'accès à l'avortement.

Les tribunaux ont été saisis au

Kentucky et dans le Mississippi, deux États qui ont déjà proscrit les IVG dès la détection des battements cardiaques, pour bloquer l'application de ces lois au nom de l'arrêt "Roe v. Wade" de la Cour suprême qui garantit, depuis 1973, le droit à l'avortement aux États-Unis. Tel est bien l'objectif des partisans de ce durcissement législatif. Ils savent que les tribunaux l'invalideront, tout comme les cours d'appel fédérales, mais ils misent sur la Cour suprême, qui pourrait devoir trancher une nouvelle fois.

La Cour n'a, en effet, plus eu un profil a priori aussi hostile à l'avortement depuis très longtemps. La nomination de Neil Gorsuch et Brett Kavanaugh par Donald Trump y a consolidé une majorité conservatrice. Si ces juges ont déclaré qu'il n'entraîne pas dans leurs intentions de remettre en cause "Roe v. Wade", on sait qu'ils sont personnellement opposés à l'avortement, comme plusieurs de leurs pairs. Un vote pourrait aboutir, sinon nécessairement à l'abolition du droit à l'avortement, du moins à une réduction significative de son champ d'application.

## Un pari électoral risqué

La manœuvre n'en est pas moins risquée dans le contexte actuel. Donald Trump a été favorable à l'IVG dans une vie antérieure. Aujourd'hui, il sait qu'il ne peut être réélu qu'en mobilisant absolument tous les segments de sa base, parmi lesquels la droite religieuse. Il lui incombe dès lors de combattre l'avortement, au moins avec une feinte conviction.

C'est, toutefois, sans compter les retombées du mouvement #MeToo et la réaffirmation des droits des femmes dont celui de disposer librement de leur corps. Une élue démocrate au Sénat de l'Alabama, Vivian Figures, a éloquentement proposé de voter une loi qui interdirait la vasectomie. Parce que, a-t-elle expliqué, il est anormal qu'on n'ait pas cherché à circonscrire également ce que les hommes peuvent faire de leur corps.

*"[En avortant],  
nous nous mettons  
à la place de Dieu."*

## Clyde Chambliss

Membre du Sénat de l'Alabama, il a justifié ainsi son opposition à l'avortement et le vote de la loi la plus répressive du pays.